

Loup : une lueur d'espoir au Glandon et à Bessans



« Chaque étincelle représente un message qui s'envole sur Paris ».



Élus, éleveurs et amis, tous unis.

Par solidarité avec les éleveurs et bergers face à la prédation, dans le cadre d'une action européenne, la population était invitée à se retrouver le vendredi 15 septembre à 20h au col du Glandon et à Bessans pour allumer un feu géant. Ces rassemblements devaient démontrer la colère et le ras-le-bol de toute une profession qui est en train d'éclater, qui se sent abandonnée des pouvoirs parisiens. Une action communautaire en liaison avec d'autres pays : 69

feus ont été allumés en France, 19 en Allemagne, 15 en Suisse, 4 en Italie... Une première.

Au col du Glandon, une centaine de personnes venues de l'Arvan-Villards étaient présentes pour la mise à feu d'un bûcher, organisée par les chasseurs de Saint-Alban-des-Villards. On notait la présence de la députée Émilie Bonnivard, des maires de Saint-Jean-d'Arves et Saint-Sorlin-d'Arves, du président de la communauté de communes de l'ex-canton de La

Chambre Christian Rochette, de Jacqueline Dupenloup et Pierre-Yves Bonnivard, maires des Villards et organisateurs de cette soirée. De nombreux partenaires du monde agricole se sont également joints à cette manifestation : la Fédération des Alpagnes de l'Isère, la Société d'économie alpestre de la Savoie, la FNO, la FNSEA, les lieutenants de l'ovellerie, les associations d'éleveurs et bien d'autres.

Le bûcher allumé par un chasseur, les flammes s'élevaient rapidement, activées

par une brise froide de 3°, dans un ciel noir et étoilé. Chaque étincelle « représente un message qui s'envole sur Paris », aux dires d'un acteur. Les éleveurs, entre autres Antonin Gal, René Tavant, Jean-Baptiste Favre-Bonté, Adrien Maurino ou encore Alain Emieux, et les élus étaient enchantés et surpris de voir tant de monde en un tel lieu à une heure tardive, tous unis pour une même cause. « Ça nous réchauffe le cœur, on se sent si abandonné », lançait un éleveur. Le

feu continuait jusqu'à 20h45, puis retour dans la vallée des Villards pour une soirée méchoui polente préparée par les chasseurs de Saint-Colomban et Saint-Alban. Émilie Bonnivard intervenait pour rappeler le bien-fondé de l'action faite au col, espérant une prochaine rencontre avec les ministères de l'Agriculture et de l'Écologie pour le plan loup. Tout se terminait en chansons. « Malgré le désespoir il faut vivre », appuyait un éleveur.

Maurice Bouchet-Flochot

Lyon-Turin : la députée européenne Karima Delli demande un moratoire

Alors qu'un sommet franco-italien aura lieu le 27 septembre à Lyon et concernera en partie la question du Lyon-Turin, les opposants à la nouvelle infrastructure ont organisé, samedi 16 septembre dernier, un contre-sommet à Venaus, dans le Val de Suse. Dans une salle bien remplie et en présence d'un seul élu mauriennais, Philippe Delhomme, adjoint à la mairie de Villarodin-Bourget, intervenaient des élus, italiens et français, dont la députée européenne de la circonscription Nord-Ouest, Karima Delli, par ailleurs présidente de la Commission des transports et du tourisme au Parlement Européen. Cette dernière a notamment demandé un moratoire sur le Lyon-Turin, affirmant : « Ce qui est nouveau, c'est qu'au départ, ceux qui étaient dans la commission transports con-



Karima Delli au micro, entourée d'une traductrice à gauche, puis de Daniel Ibanez et Pierre Mériaux à sa droite, lors du contre-sommet organisé samedi 16 septembre dernier à Venaus, dans le Val de Suse.

tre le Lyon-Turin n'étaient pas très nombreux : aujourd'hui il y a une véritable alliance des parlementaires, quels que soient les partis politiques qui disent "nous sommes contre" ». À cause du Brexit, la députée européenne a annon-

cé une « baisse du budget européen et donc les négociations qui vont avoir lieu portent sur : "est-ce qu'on maintient l'enveloppe budgétaire telle qu'elle est, mais pour réorienter les projets parce que là on a un projet [le Lyon-Turin]

qui prend déjà 40 % de l'enveloppe : ce n'est pas possible. »

Conseiller municipal de Grenoble et représentant le maire Éric Piolle, Pierre Mériaux a confirmé pour sa part le désengagement financier de Grenoble dans le Lyon-Tu-

rin - engagement qui avait été fixé par le maire sortant Michel Destot. « Nous avons ainsi d'autres priorités parmi lesquelles l'éducation : nous avons construit cinq écoles. » Daniel Ibanez, de son côté, a salué « les 30 ans de coopération » entre opposants français et italiens : « un grand mouvement franco-italien est né ». Sandro Plano, maire de Suse, enfin, a lui aussi fustigé le projet Lyon-Turin soulignant un « casino internationale » (un futoir international), déplorant de surcroît la création d'emplois sous-qualifiés qui n'intéressent pas la ville de Suse. C'est ainsi dans un contexte marqué par l'appui des opposants au projet que le Lyon-Turin sera évoqué à la fin du mois, alors même que les Assises de la mobilité ont été lancées depuis mardi 19 septembre.

Guillaume Chaix